

POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL TERNOIS 7 VALLEES

PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU MARDI 27 MARS 2018, A 18h30

L'an Deux Mille Dix Huit, Le Vingt-Sept Mars, à dix huit heures trente, les membres du Comité Syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Ternois 7 Vallées (*cf. feuille d'émargement annexée au présent procès-verbal*) se sont réunis pour une séance publique, au Centre de Collecte Tri Traitement, Zone Industrielle Route d'Ostreville à Saint-Pol-sur-Ternoise, après convocation légale en date du Seize Mars Deux Mille Dix Huit, qui leur a été adressée par Monsieur Claude BACHELET, Président du PETR Ternois 7 Vallées.

Monsieur BACHELET fait l'appel des membres du Comité Syndical et rappelle l'ordre du jour de la séance :

- Vote du compte administratif 2017
- Débat d'Orientations Budgétaires
- Présentation portant sur l'élaboration du PCAET
- Questions diverses

Le Procès-verbal du Comité Syndical du 28 septembre 2017 est approuvé à l'unanimité par les membres.

Monsieur André OLIVIER est nommé secrétaire de séance.

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2017

Le Président présente le compte administratif 2017 :

FONCTIONNEMENT

Chapitre /article	Dépenses de fonctionnement			Chapitre /article	Recettes de fonctionnement		
		BP 2017	CA 2017			BP 2017	CA 2017
011	Charges à caractère général	53.785,00	23.139,32	002	Résultat de fonctionnement reporté	97 762,19	97 762,19
6064	Fournitures administratives	2.000,00	373,04	74	Dotations, subventions, participation	29 715,00	29 715,00
6132	Location immobilière	500,00	143,04				
616	Primes d'Assurance	1.000,00	3.618,70				
6168	Autres primes d'assurance	2.000,00	0,00	74751	GPF de rattachement - Participation Ternois - Participation 7 Vallées 1€/hab	29 715,00 0,00 29 715,00	29 715,00 0,00 29 715,00
6231	Annonces et insertion	2.000,00	528,00				
617	Etudes et Recherches	15 000,00	0,00				
6184	Versement à des organismes de formation	1 000,00	0,00				
6227	Frais d'actes et de contentieux	1.000,00	0,00				
6236	Catalogues et imprimés	5.000,00	0,00				
6251	Voyages et déplacements	1.000,00	0,00				
6256	Missions	1.000,00	0,00				
6257	Réceptions	1.000,00	618,50				
6261	Frais d'affranchissement	0,00	104,81				
6281	Concours divers :	1.285,00	1.281,00				
	- Adhésion FNSCOT	685,00	681,00				
	- Adhésion ANPP	600,00	600,00				
62876	Au GPF de rattachement	20.000,00	16.472,23				
022	Dépenses imprévues	7 000,00	0,00				
65	Autres charges de gestion courante	35 500,00	25.797,00				
6532	Frais de mission	500,00	0,00				
6554	Contributions diverses :	35.000,00	25.797,00				
	- AULA	24 000,00	22.497,00				
	- EPF (OCSOL2D)	11 000,00	3.300,00				
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2017		96.285,00	48.936,32	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2017		127 477,19	127 477,19

RESULTAT 2017 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT : 78 540,87

INVESTISSEMENT

	Dépenses d'investissement en €			Chapitre /article	Recettes d'investissement en €		
		BP 2017	CA 2017			BP 2017	CA 2017
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	12 592,10	12 592,10	10	Dotations, fonds divers et réserves (FCTVA)	20 000,00	0,00
				1022	FCTVA	20.000,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	20 000,00	0,00	1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	12 592,10	12 592,10
2031	Frais d'études	20 000,00	0,00				
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2017		32 592,10	12 592,10	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT 2017		32 592,10	12 592,10
RESULTAT 2017 INVESTISSEMENT : 00,00							

Le Président passe la parole au doyen d'âge présent dans la salle, Monsieur Jean-Paul HERMANT, afin de faire délibérer les membres du Comité Syndical sur l'approbation du compte administratif 2017 et du compte de gestion 2017, établis par le comptable et qui correspond aux écritures de l'ordonnateur.

Au vu des éléments présentés, le compte administratif 2017 ainsi que le compte de gestion 2017 sont approuvés par les membres présents ou représentés.

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Le Président expose aux membres du Comité Syndical que conformément au Code général des collectivités territoriales, un Débat d'Orientations Budgétaires doit avoir lieu.

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe » complète les dispositions relatives à la forme et au contenu du DOB.

Dorénavant, le DOB s'effectue sur la base d'un rapport contenant les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Le Président présente le Rapport d'Orientations Budgétaires qui figure dans le rapport de présentation transmis avec l'invitation à la séance.

Présentation de la structure :

Conformément à ses statuts, le PETR Ternois 7 Vallées a pour objet de/d' :

- Élaborer et suivre le projet de territoire du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural pour le compte et en partenariat avec les Communautés de Communes qui le composent, définissant l'identité du territoire, les conditions de son développement économique, touristique, environnemental, culturel

et social et les actions en matière d'aménagement de l'espace, de déplacement, de développement économique, de promotion de la transition énergétique et écologique, et toute autre action d'intérêt territorial.

- Fédérer et coordonner des actions et projets touchant l'aménagement de l'ensemble de son territoire et portés par les divers acteurs du territoire, mettre en cohérence, accompagner et soutenir ces actions et projets auprès des partenaires extérieurs
- Mettre en œuvre le Schéma de Cohérence Territoriale du territoire : élaborer, assurer le suivi, les révisions/modifications du document en cohérence avec les évolutions réglementaires et les enjeux de développement
- Conduire la coordination des politiques d'aménagement, de développement économique et commercial, de promotion de la transition énergétique et écologique et de développement touristique
- Être un cadre de contractualisation des politiques de développement, d'aménagement et de solidarité entre les territoires, et à ce titre, porter et mettre en œuvre différents dispositifs de contractualisation avec le Département, la Région, l'État et l'Union Européenne (TEPCV, Leader...)
- Porter en tant que maître d'ouvrage des actions dont l'intérêt est défini à l'échelle du territoire
- Porter et mettre en place tout service d'ingénierie technique et financière pour accompagner les EPCI membres dans l'exercice de leurs compétences et la mise en œuvre de leurs projets, en matière d'urbanisme, habitat, aménagement, environnement, patrimoine, services aux habitants, et dans une perspective de mutualisation des moyens dans les conditions prévues aux articles L.5111-1-1 et R.5111-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le PETR ne dispose pas d'ingénierie.

Les orientations budgétaires :

Dépenses

Le budget primitif 2018 comportera principalement des charges de fonctionnement à caractère général affectés :

- à la réalisation d'études : étude d'identité et de positionnement stratégique de la destination Ternois 7 Vallées, étude pré-opérationnelle relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et études relatives à l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial ;
- à la concertation et l'association des partenaires autour de la réalisation de ces études (communication, organisation des réunions, frais de réception...) ;
- à l'adhésion à la Fédération Nationale des SCOT, à l'Agence Nationale des PETR et des Pays et la Fédération Nationale des Boutiques à l'Essai ;
- la contribution auprès de différents organismes : Agence d'Urbanisme de l'Artois pour permettre son intervention sur notre territoire sur le volet aménagement du territoire/planification, Initiative Artois Ternois 7 Vallées pour la mise en œuvre des actions relatives à l'appel à projets « initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les territoires fragiles » lancé par la Région et l'Agence France Entrepreneur, le PETR du Montreuillois pour l'animation conjointe relative à l'économie sociale et solidaire et l'EPF concernant la finalisation de l'OCSOL2D ;
- la réalisation d'une charte graphique pour le PETR et sa déclinaison sur les documents de communication (papier entête, présentation...).

Recettes

La participation financière des EPCI constituant le PETR et l'excédent de fonctionnement permettront de financer les charges de fonctionnement.

La participation des EPCI est l'unique ressource du syndicat.

Les engagements pluriannuels envisagés :

L'année 2018 sera essentiellement consacrée à la mise en œuvre du SCOT du Ternois avec la réalisation d'une grille de compatibilité SCOT/PLU, l'élaboration d'un calendrier pour la mise en révision du document, l'élaboration des études citées précédemment, la mise en place du concept « Boutique à l'essai » ...

Structure et gestion de la dette :

Le Syndicat Mixte n'est pas concerné.

Evolution des dépenses :

Les dépenses engagées par le Syndicat Mixte sont uniquement liées aux travaux d'élaboration du SCOT. La nature des dépenses évolue en fonction de l'état d'avancement de la démarche.

En fonctionnement

2012	2013	2014	2015	2016	2017
26 968,75 €	71 205,48 €	81 516,10 €	64 731,29 €	129 876,50 €	48 936,32 €

En investissement

2012	2013	2014	2015	2016	2017
nc	nc	nc	- 3 600,00 €	- 12 592,10 €	0 €

A l'issue de cette présentation, le Président demande aux membres du Comité Syndical de bien vouloir en délibérer.

Monsieur DERAY fait remarquer que la participation des EPCI n'est pas l'unique ressource du syndicat, car il peut également bénéficier de subventions.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le Comité Syndical prend acte du Rapport d'Orientations Budgétaires et du Débat d'Orientations Budgétaires.

PRESENTATION PORTANT SUR L'ELABORATION DU PCAET

Carole MOLERES, chargée de mission Plan Climat présente la procédure concernant l'élaboration du Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET).

Celui-ci :

- est obligatoirement élaboré par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) de plus de 20 000 habitants au 1er janvier 2017 ;
- est établi avant le 31 décembre 2018 pour les EPCI de plus de 20 000 habitants existants au 1er janvier 2017.
- doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, en application de l'article R.122-17 du code de l'environnement ;
- fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours après 3 ans de mise en œuvre ;
- est révisé tous les 6 ans.

Le PCAET doit être compatible avec le Plan de Protection de l'Atmosphère, avec le Schéma Régional Climat Air Énergie en attendant l'introduction en droit du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires. Le PCAET doit prendre en compte le SCoT.

Le PCAET est un document cadre de la politique énergétique et climatique d'un territoire. Il permet à la collectivité de se fixer des objectifs stratégiques et opérationnels pour les enjeux listés ci-dessous :

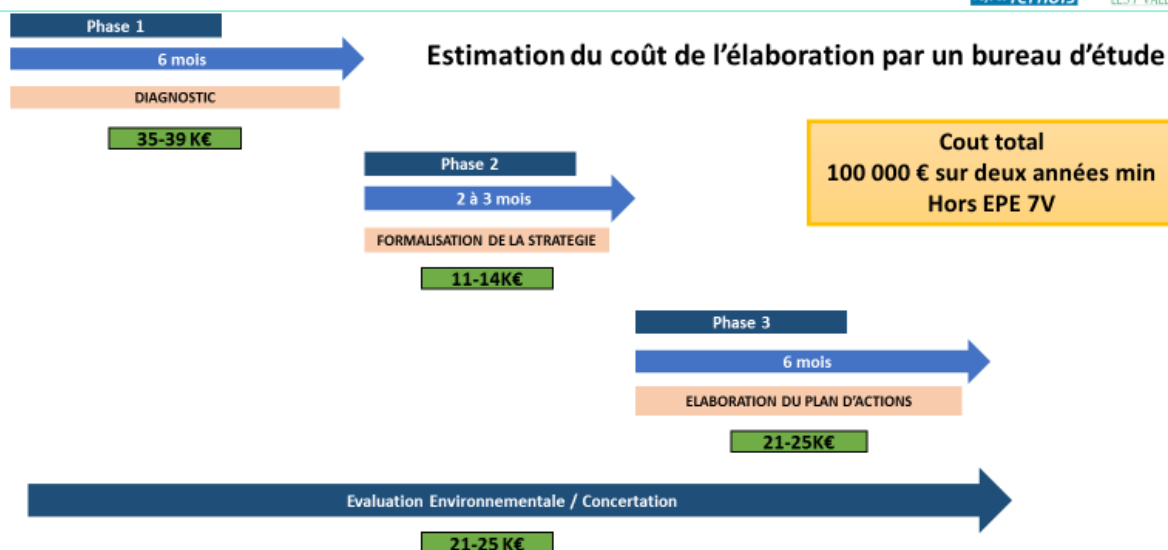
1. Réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
2. Renforcement du stockage de carbone sur le territoire, notamment dans la végétation, les sols et les bâtiments ;
3. Maîtrise de la consommation d'énergie finale ;
4. Production et consommation des énergies renouvelables, valorisation des potentiels d'énergies de récupération et de stockage ;
5. Livraison d'énergie renouvelable et de récupération par les réseaux de chaleur ;
6. Productions biosourcées à usages autres qu'alimentaires ;
7. Réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration ;
8. Evolution coordonnée des réseaux énergétiques ;
9. Adaptation au changement climatique.

Selon l'article R229-51 du code de l'environnement, le PCAET comprend un diagnostic, une stratégie territoriale, un programme d'actions et un dispositif de suivi et d'évaluation.

Aussi, l'article L.229-26 du code de l'environnement précise que le PCAET peut être élaboré à l'échelle d'un territoire couvert par un Schéma de Cohérence Territoriale dès lors que tous les EPCI à fiscalité propre concernés transfèrent leur compétence d'élaboration dudit plan à l'établissement public chargé du SCOT.

L'élaboration consiste en l'écriture du document, notamment le programme d'actions, mais ne signifie pas que le portage des actions sera automatiquement assuré par le PETR. Le pilotage des actions peut être effectué par les EPCI qui le souhaitent et les partenaires externes. De la même manière, le rôle d'animation et de suivi de la mise en œuvre du programme d'actions sera défini au moment de l'écriture du plan d'actions.

Ternois Com et 7 Vallées Comm ont délibéré respectivement les 15 février 2018 et 19 février 2018 pour approuver le transfert de la compétence PCAET au PETR en faveur du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Ternois 7 Vallées. Le PETR Ternois 7 Vallées sera chargé d'élaborer, d'adopter, de suivre et d'évaluer le Plan Climat Air Énergie Territorial. Lors du prochain comité syndical, une délibération sera prise pour prescrire le lancement de l'élaboration de celui-ci.



Le Plan Climat Air Energie Territorial Ternois 7 Vallées

Quelle procédure d'élaboration ?

Mission à confier à un Bureau d'Etude

- ➔ Réalisation en interne inenvisageable: *complexité du traitement des données, nécessité d'une expertise, temps humain élevé...*
- ➔ Réalisation d'une **Etude de Programmation Energétique** sur les 7 Vallées,
- ➔ Réalisation obligatoire de **l'évaluation environnementale** en externe,
- ➔ Accompagnement nécessaire sur la **concertation**,

La solution est de faire un marché avec plusieurs lots.

Pourquoi définir des modalités de concertation, de suivi et d'évaluation ?

La **concertation** est un **enjeu majeur** car elle favorise :

- ➔ La mobilisation des acteurs,
- ➔ Leur bonne appropriation des enjeux et des actions qui en découlent,
- ➔ La réussite de la mise en œuvre des actions.

Pour cela, elle doit être continue pour alimenter et orienter les travaux d'élaboration du PCAET et ainsi permettre l'implication des acteurs dans la stratégie.

Permet d'obtenir un document opérationnel

Quelles modalités de concertation ?

- ➔ Consulter les différentes **instances de concertation** déjà existantes (conseil de développement....),
- ➔ Organiser des **ateliers** regroupant les différents acteurs du territoire (économiques, sociaux, touristiques, associatifs, environnementaux...),
- ➔ Donner une **information générale** régulière sur l'avancée des travaux du PCAET au moyen :
 - De la presse locale,
 - Du journal communautaire et des bulletins municipaux,
 - Ou encore dans une rubrique spécifique au PCAET sur le site internet du territoire permettant un accès aux éléments du dossier (diagnostic, projet du PCAET).

Quelle gouvernance du PCAET ?

Instance de validation finale (bureau PETR Ternois 7 Vallées)

Valide les étapes d'élaboration du PCAET

Le comité technique

Suivi technique

La commission Transition Energétique, Ecologique et Agriculture Durable

Instance de concertation

Le bureau et\ou conseil communautaire de Ternois Com et de 7 Vallées Comm

Information

Quelle modalité de suivi et d'évaluation ?

Des **indicateurs** déterminés par actions pour estimer l'atteinte de leurs objectifs.

Un **suivi régulier**: renseignement annuel des indicateurs, dans un tableau de bord, pour mesurer l'atteinte des objectifs des acteurs.

Une **évaluation intermédiaire et finale** pour connaître l'efficacité de la démarche, des actions, des moyens humains et financiers dédiés et enfin, la méthode de concertation choisie.

L'objectif étant d'assurer la performance et la pertinence de la nouvelle démarche PCAET.

Les prochaines échéances

10 avril: Validation par le comité syndical des modalités d'élaboration du PCAET

11 avril: courrier d'info aux partenaires du lancement de la démarche

Fin du mois de mai: validation du cahier des charges par le bureau PETR

Courant avril/mai: transmission des données de la part des partenaires

Mois de juin: consultation des bureaux d'étude

Début juillet: recrutement du bureau d'étude

Début septembre: démarrage du diagnostic

Monsieur JOSSIEN fait une remarque sur le financement du Plan Climat : Une enveloppe de 100 K€ est prévue. Des subventions ont-elles été accordées ou est-ce uniquement le PETR qui va financer cette enveloppe ?

Carole MOLERES répond qu'on a bénéficié d'un accompagnement de l'ADEME à 70% pour l'Etude de Programmation Energétique. Cela a constitué la partie énergie du diagnostic, mais il y a le bilan gaz à effet de serre qu'il faut faire actualiser à l'échelle du PETR, ainsi que pour d'autres actions pour lesquelles on ne peut pas avoir de subventions. Quand cela est possible, les subventions sont sollicitées pour accompagner les études. C'est un document qui est réglementaire

Monsieur BACHELET fait remarquer que par contre, pour les actions qui vont être mises en place par la suite, cela devrait déclencher des études accompagnées financièrement.

Monsieur BOCQUILLON demande si l'étude portera, tel le Plan Climat Territorial, sur des axes tels que la mobilité, l'habitat, etc... et si l'ensemble sera réalisé par un seul bureau d'études.

Monsieur BACHELET confirme que l'étude portera sur des axes les plus larges possibles et que la partie « Etudes » sera réalisée par un bureau d'études ou un groupement.

Monsieur JOSSIEN considère que la validation de l'étude uniquement par les membres du bureau PETR n'est pas suffisante. Il souhaiterait un bureau plus élargi pour cette validation.

Monsieur BACHELET fait remarquer que les membres de la commission thématique concernée seront également dans le circuit de validation. Les membres du Comité Syndical seront également impliqués dans cette validation lors d'une présentation.

Monsieur BOCQUILLON demande si cela doit être compatible avec le SRADDET et si la Région intervient.

Carole MOLERES confirme que la Région va être impliquée. Actuellement, le SRADDET est en révision et sera disponible en 2020, mais effectivement le Plan Climat devra être compatible avec l'ensemble des documents en vigueur.

QUESTIONS DIVERSES

Aucune autre remarque n'est soulevée par les membres du Comité Syndical.

Monsieur BACHELET remercie les membres et clôt la séance.

La séance est levée à 19h30.